

Déclaration sur le COVID-19 et les familles sans-abri

UNANIMA International est une coalition de 22 communautés religieuses féminines et d'un nouveau groupe d'amis, servant dans 85 pays avec 25 000 membres.¹ Depuis plus de 18 ans, notre attention s'est portée plus particulièrement sur les femmes, les enfants, les migrants et les réfugiés. Ces groupes sont représentés de façon disproportionnée dans les populations de sans-abri de notre monde, bien que cela soit, ou caché dans les statistiques ou simplement ignoré. Notre mandat est de veiller à ce que ces groupes puissent bénéficier d'une meilleure qualité de vie en faisant en sorte que leurs voix soient entendues au niveau international, comme cela a été démontré tout récemment aux Nations Unies (ONU), lors de la 58^e Commission pour le développement social, lors de laquelle UNANIMA International a présenté des recherches et a plaidé pour que la question des familles sans-abri soit une préoccupation et qu'elle reçoive l'intérêt et l'attention nécessaires des États membres, de la société civile et de tous les acteurs politiques.²

Cette déclaration constitue une réponse à la crise de la Covid-19 et elle fait suite à une réflexion sur le manque d'attention accordé au sans-abrisme familial par la couverture médiatique mondiale de la pandémie et par la politique internationale. Alors que la situation s'aggrave, il est sage et responsable d'un point de vue éthique de considérer ce secteur de la société encore marginalisé ; les personnes expérimentant le sans-abrisme sous toutes ses formes, sont vulnérables. Une alimentation souvent déficiente combinée à des problèmes de santé largement liés à la situation socio-économique et aux difficultés d'accès, font en sorte que le risque de contracter le virus est très grand. Plus les inégalités entre les nations, et en leur sein même, s'accroissent en fonction des réponses gouvernementales incohérentes, plus le risque est grand.

En tant que société, nous avons le devoir de nous occuper de toutes les personnes. Un logement décent est un droit humain³ et, selon la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit au logement décent, Leilani Farha, "le logement est la première ligne de défense contre le coronavirus."⁴ La fourniture d'un logement décent et la mise en œuvre de mesures d'accompagnement et de prévention pour les familles sans-abri, tout cela est essentiel sont essentielles pour la concrétisation de l'agenda 2030 des Nations Unies, ainsi que pour les droits sociaux, économiques, culturels et les lois internationales.⁵ Les nations devraient particulièrement tenir compte de leur engagement à protéger les enfants, tel qu'énoncé dans la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant.⁶

Lors de la Réunion du Groupe d'experts sur l'itinérance à Nairobi, des experts au Kenya dont Jean Quinn, DW, directrice exécutive d'UNANIMA International, ont identifié trois domaines qui doivent être comblés pour éliminer le sans-abrisme : social, physique et sécuritaire.⁷ Le « logement » est l'endroit où chacun de ces domaines est satisfait et garanti. La prise en compte de l'environnement naturel est essentielle dans les discussions sur la sécurité en général, mais lorsqu'il est question de logement dans le contexte de la Covid-19, il est avant tout question d'un lieu où les personnes et les familles peuvent se mettre à l'abri de la pandémie. Toutefois, le logement doit également permettre d'atteindre le bien-être holistique des familles. Le fait de rester à la maison ne doit pas présenter de risques physiques ou psychologiques ni d'être la cause de la faim ou la violence.

Nous devons aussi reconnaître qu'il y a des manques au niveau des ressources psychosociales lors d'une pandémie, ainsi que des déficits tangibles ; par exemple, la capacité émotionnelle à faire face au problème et aux situations à celles qui en découlent, peut être diminuée en raison de traumatismes passés, de l'effet aggravant que cette pandémie crée, ou du traumatisme résultant de l'expérience d'une pandémie mondiale dans des conditions de sans-abrisme ou d'insécurité en matière de logement. Par conséquent, nous avons besoin de mesures et de services qui tiennent compte des traumatismes subis.

Un récent commentaire du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a attiré l'attention sur les femmes et les filles susceptibles d'abus domestiques et de violence durant ce temps de quarantaine.⁸ L'Organisation des Nations Unies a aussi souligné que « les femmes et les filles déracinées et apatrides sont exposées à un risque accru de violence en raison de l'épidémie de coronavirus ».⁹ Malheureusement, et cela est une vérité mondiale admise, il y a des risques pour de nombreuses femmes durant cette pandémie du Covid-19. Cependant certaines personnes et certaines familles n'ont pas été identifiées comme vivant dans des conditions de sans-abrisme alors qu'elles auraient dû l'être. Il existe des facteurs socio-économiques et sexospécifiques très grands qui augmentent ces risques.

Ces risques ont souvent lieu, mais pas toujours, lorsque les personnes sont « doublement fragilisées » par une insécurité psychologique ou émotionnelle et lorsqu'elles sont obligées de rester ou de subir des relations malsaines. Les relations elles-mêmes peuvent être tendues ou se détériorer à cause des conditions physiques. D'autres problèmes peuvent s'ajouter, tel que l'incapacité à s'isoler et la vulnérabilité devant la possibilité d'être rejeté hors du foyer.

Les personnes « doublement fragilisées » sont en insécurité physique car la trop grande proximité des personnes facilite la propagation de la maladie. Les conditions de vie dans les bidonvilles rendent les résidents plus vulnérables à la propagation du virus : ils ont moins accès à l'eau et aux installations sanitaires,¹⁰ et l'accès qu'ils ont est souvent collectif (ou sous forme de services gérés par des entreprises). Les logements sont généralement petits et près les uns des autres, et le fait d'être « doublement fragilisée » est une circonstance fréquente. Dans le contexte d'une pandémie, de telles conditions signifient qu'une intervention médicale dans un tel espace serait difficile ou dangereuse, et que l'isolement pourrait être impossible. Dans le monde, les communautés vivant dans les bidonvilles sont différentes les unes des autres suivant leur rapport avec les gouvernements et la conception des infrastructures ; ces deux éléments sont les plus pertinents pour déterminer comment la Covid-19 peut menacer une communauté.

UNANIMA International reconnaît les conditions de vie dangereuses ou celles qui sont imposées comme des signes d'un sans-abrisme invisible comme nous l'avons démontré dans nos récentes publications de recherche.¹¹ Une crainte de plus en plus exprimée par les membres d'UNANIMA International, et dans l'espace de la société civile des Nations Unies, est la difficulté qu'il y aura à prévenir la propagation de la maladie si et lorsqu'elle atteindra certains environnements socio-politiques, comme les bidonvilles, où il y aura un soi-disant manque de soins et de traitements soutenus. En outre, soulignons les risques que courent les communautés autochtones déjà confrontées à un développement qui échappe à leur initiative et à des luttes pour conserver le contrôle de leurs territoires et de leurs habitats, doivent être reconnues et abordés par les gouvernements en lien avec ces groupes.¹²

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré : « C'est une tragédie qui touche déjà de nombreuses familles. Plusieurs ont perdu des proches... Toute personne qui meurt est la fille ou le fils de quelqu'un. »¹³

De toute évidence, le virus n'est pas le seul risque auquel sont exposées les familles sans-abri et à logement précaire dans le monde entier; dans les grandes villes européennes jusqu'aux territoires autochtones et aux bidonville de l'Asie du Sud, les gens souffrent de la faim durant cette pandémie de coronavirus, les familles et les individus souffrent de l'application de mesures de confinement, sont criminalisés et reçoivent des amendes, malgré leur précarité financière, pour avoir été à l'extérieur, et les familles (incluant les enfants) vivant dans des logements temporaires ne peuvent pas accéder aux produits de première nécessité et aux moyens dont ils ont besoin pour participer à l'éducation de manière virtuelle.

Nous nous demandons : quelle nation morale ou juste peut permettre à ses citoyens de vivre sans satisfaire leurs besoins de première nécessité, sans sécurité et sans dignité? S'appuyant sur les bonnes pratiques de nos membres et d'autres personnes, nous affirmons la nécessité de fournir un accès à l'information, à l'hygiène, en particulier au lavage des mains, et à des services de surveillance de la santé comme étant un bon début pour nos sœurs et nos frères. Cette pandémie a mis en lumière la manière dont, en tant que société, nous oublions les personnes qui, parmi nous, n'ont rien.

Recommandation

Suite à la crise de la Covid-19, nous devons reconnaître et agir afin de répondre aux besoins de toutes les catégories et tous les niveaux de sans-abri, en particulier les familles sans-abri et à logement précaire.

UNANIMA International formule les recommandations suivantes :

- ❖ Nous appelons les États membres à suivre les recommandations formulées dans le projet de priorisation du Développement Social, lors de la 58ème Commission de l'ONU.
- ❖ Nous nous référons et nous rappelons la déclaration de la Rapporteuse Spéciale des Nations Unies (de l'ONU) sur le droit au logement décent, Leilani Farha, qui inclut des suggestions de moratoire sur les expulsions ainsi que la prise en considération de la fourniture d'un logement adéquat « qui peut nécessiter la mise en œuvre de mesures extraordinaires et le cas échéant appropriées en fonction de l'état d'urgence incluant l'utilisation de logements vacants et abandonnés et des locations à court terme disponibles. ».
- ❖ Nous affirmons que tous les services aux personnes sans-abri dans le monde doivent adopter une approche holistique et tenir compte des traumatismes subis.
- ❖ UNANIMA International réitère l'appel du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, aux gouvernements pour qu'ils fassent de la lutte contre la violence domestique un élément clé de la réponse à la pandémie.

- ❖ Nous demandons une prise en compte spécifique des familles sans-abri dans le cadre des plans d'intervention relatifs à la Covid-19, ainsi que de tous les plans d'intervention humanitaire.
- ❖ Nous recommandons d'augmenter immédiatement l'aide gouvernementale pour élargir les possibilités d'études pour les femmes en fonction des besoins et des exigences de l'emploi.
- ❖ Nous demandons que l'accès aux technologies, à des fins éducatives, informatives et de soutien, soit garanti aux enfants et aux familles sans-abri et à faible revenu.
- ❖ Nous affirmons la nécessité d'utiliser des techniques socio-émotionnelles dans l'éducation des enfants pour empêcher et pour réduire les traumatismes liés à la crise du Covid-19.
- ❖ Nous soulignons les suggestions des militants autochtones de suspendre les projets de développement sur et près des territoires autochtones afin de réduire le risque de propagation du virus dans leurs communautés et de poursuivre les efforts intersectoriels de lutte contre les changements climatiques.
- ❖ Nous réaffirmons l'importance d'une approche multisectorielle et coordonnée pour répondre aux besoins des familles sans-abri en cette période de crise; nous demandons aux gouvernements de tous les niveaux d'obtenir et de maintenir des partenariats significatifs avec la société civile et les organisations qui répondent déjà aux besoins des familles et des personnes touchées par la crise et qui sont systématiquement laissées pour compte.

Références

1. Voir UNANIMA International website. <https://unanima-international.org/>

2. See, news coverage of UNANIMA International at the UN 58th Commission for Social Development: Global Sisters Report Articles A Place to Call Home: Sisters address inadequate housing worldwide - <https://www.globalsistersreport.org/.../place-call-home-siste...> UN takes up issue of homelessness in development meetings - <https://www.globalsistersreport.org/.../un-takes-issue-homele...> Sisters working on homelessness hail resolution from UN meetings- <https://www.globalsistersreport.org/.../sisters-working-homel...> Another way of celebrating the Irish: affirming their social activism - <https://www.globalsistersreport.org/.../another-way-celebrati...>
3. Article 25. UN General Assembly. Universal Declaration of Human Rights. 10 December 1948, 217 A (III). <https://www.un.org/en/universaldeclaration-human-rights/>
4. United Nations Human Rights Office of the High Commissioner (OHCHR). ““Housing, the front line defence against the COVID-19 outbreak,” says UN expert.” OHCHR. Geneva, March 2020. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25727&LangID=E>
5. See, UNANIMA International. Family Homelessness Through the Lens of the United Nations 2030 Agenda. New York, USA: UNANIMA International, February 2020. <https://unanima-international.org/wp-content/uploads/2020/03/WEB-SDGs-brochure.pdf>
6. UN General Assembly. Convention on the Rights of the Child, UN General Assembly, United Nations, Treaty Series, 20 November 1989, vol. 1577, p. 3, <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/crc.aspx>
7. United Nations Expert Group Meeting. “Affordable Housing and Social Protection Systems for All to Address Homelessness.” United Nations Department of Economic and Social Affairs. 22 - 24 May 2019. 5. <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2019/10/summary-egm-final-9sep.pdf>
8. See, United Nations News. “UN chief calls for domestic violence ‘ceasefire’ amid ‘horrific global surge.’” United Nations, April 6, 2020. <https://news.un.org/en/story/2020/04/1061052>
9. United Nations News. “Displaced and stateless women and girls face heightened risk of violence amid coronavirus pandemic.” United Nations, April 20, 2020. <https://news.un.org/en/story/2020/04/1062132>
10. Slum Dwellers International. “Know Your City.” Know Your City - SDI. Slum Dwellers International, 2016. <http://knowyourcity.info/>.
11. See, UNANIMA International. Hidden Faces of Homelessness: International Research on Families. New York, USA: UNANIMA International, February 2020. <https://unanima-international.org/wp-content/uploads/2020/03/WEB-Case-Studies-brochure.pdf>; UNANIMA International. Family Homelessness Through the Lens of the United Nations 2030 Agenda. New York, USA: UNANIMA International, February 2020. <https://unanima-international.org/wp-content/uploads/2020/03/WEB-SDGs-brochure.pdf>
12. See, Women’s Earth and Climate Action Network (WECAN). Indigenous Women on the Frontlines: COVID-19 & Defending the Amazon. WECAN, April 16, 2020. https://www.facebook.com/watch/live/?v=1089209014798381&ref=watch_permalink
13. World Health Organization (WHO). COVID-19 virtual press conference. WHO, April 20, 2020. https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/transcripts/who-audio-emergencies-coronavirus-press-conference-20apr2020.pdf?sfvrsn=b5656a70_2
14. See, BBC News. “India's poorest 'fear hunger may kill us before coronavirus'.” BBC News. BBC, March 25, 2020. <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-52002734>; Boffey, Daniel. “Europe's homeless hit hard by coronavirus response.” The Guardian. Guardian News and Media, March 31, 2020. https://www.theguardian.com/world/2020/mar/31/europes-homeless-hit-hard-by-coronavirus-response?fbclid=IwAR3MqMAAIJMPHy4hBIJ_Bk9F6dKUVOHZE6OsdbsJc6SC90GbR_DKmQZVHuI; IWRAW Asia Pacific. “COVID-19: Capitalism’s Mask Has Slipped.” WRAW Asia Pacific, 2020. <https://www.iwraw-ap.org/covid-19-capitalisms-mask-has-slipped/>; Rosenthal, Diana Margot, Marcella Ucci, Michelle Heys, Andrew Hayward, and Monica Lakhanpaul. “Impacts of COVID-19 on Vulnerable Children in Temporary Accommodation in the UK.” The Lancet Public Health, March 31, 2020. [https://doi.org/10.1016/s2468-2667\(20\)30080-3](https://doi.org/10.1016/s2468-2667(20)30080-3).